



VILLE DE  
HOUILLES

# ARRÊTÉ DU MAIRE PORTANT INFORMATION DU LANCEMENT DE LA PROCEDURE DE DÉCLARATION DE PROJET N° 1 EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLU

République Française  
Département des Yvelines

Direction du Développement Urbain  
**Arrêté permanent n° 23/42**

**Le Maire de la Ville de Houilles, Conseiller départemental des Yvelines,**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L-2121-29,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-54 à L.153-59,

VU la délibération en date du 15 décembre 2016 approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU),

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de lancer une procédure de déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme, afin de permettre la réalisation d'une opération comportant des logements sociaux et une maison médicale nécessitant l'adaptation du dispositif réglementaire de la zone UA,

CONSIDERANT que ce projet est d'intérêt général dans la mesure où il a pour but de permettre la réalisation d'un programme de logements sociaux et d'une maison médicale dans le centre-ville de Houilles,

## ARRÊTE :

**Article 1<sup>er</sup> :** Il est prescrit une déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Houilles. L'objet de la déclaration de projet n°1 concerne la réalisation d'un programme de logements sociaux et d'une maison médicale nécessitant l'adaptation du dispositif réglementaire de la zone UA.

**Article 2 :** Le projet de déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLU sera transmis à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale dans le cadre d'une saisine au cas par cas,

**Article 3 :** A l'issue de l'avis de la MRAE, il sera proposé au Conseil Municipal de délibérer sur la nécessité ou non de réaliser une évaluation environnementale sur le projet de déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLU.

**Article 4 :** Le projet de déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLU sera notifié à Monsieur le Préfet des Yvelines, ainsi qu'aux personnes publiques associées (PPA) avant la tenue de la réunion d'examen conjoint.

**Article 5 :** Le projet de déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLU comprenant le procès-verbal de synthèse de la réunion d'examen conjoint sera ensuite soumis à enquête publique.

Accusé de réception en préfecture  
078-217803113-20230803-AP23-42-AR  
Date de télétransmission : 03/08/2023  
Date de réception préfecture : 03/08/2023

**Article 6 :** A l'issue de l'enquête publique, il sera proposé au conseil municipal de délibérer sur l'approbation de la déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLU, éventuellement modifiée pour tenir compte des avis émis par les personnes publiques associées, du rapport du commissaire enquêteur et des observations du public.

**Article 7 :** Le présent arrêté sera affiché en mairie durant 1 mois, et publié sur le site internet de la commune.

**Article 8 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire dans un délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception du recours gracieux équivaut à une décision implicite de rejet (Art. L. 411-7 CRPA).

**Article 9 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles par courrier ou sur le site Télérecours citoyens ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou à compter de la réponse explicite ou implicite de Monsieur le Maire au recours gracieux, si un recours gracieux a été préalablement exercé.

**Article 10 :** Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Sous-Préfet, chargé de l'arrondissement de Saint-Germain-en-Laye,

Fait à Houilles, le 24 juillet 2023

Ville de Houilles

Les formalités de l'article L2131-1 du CGCT ont été accomplies pour le présent acte.

AR. délivré le : 03 août 2023

Publication effectuée le : 03 août 2023

Notifié ce jour :

Pour le Maire empêché,  
l'adjoint à l'urbanisme et à l'habitat



Pierre MIQUEL

Accusé de réception en préfecture  
078-2178031 13-20230803-AP23-42-AR  
Date de télétransmission : 03/08/2023  
Date de réception préfecture : 03/08/2023